

**FINANCEMENT ET DEVELOPPEMENT
(FIDEV ONG)**

**RAPPORT RELATIF A L'AUDIT DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2016**

RAPPORT SPECIAL

Antananarivo, le 18 Août 2017

Messieurs les Administrateurs
de l'ONG FIDEV

Messieurs les Administrateurs,

Nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'Article 467 de la loi 2003-036 du 30 janvier 2004 d'une part et, du respect des clauses du contrat de projet d'autre part :

- toute convention entre une société et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints,
- les conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou président directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée,
- les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou un dirigeant intéressé de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou président directeur général adjoint de la personne morale contractante.

A - Nous avons l'honneur de vous rendre compte que :

- La convention de financement entre l'AFD et le CIDR pour la mise en œuvre du Projet CRAG a pris fin en 2015 ainsi que la convention pluriannuelle de partenariat entre l'ONG FIDEV (Finance et Développement) et le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche) pour la mise en œuvre du Projet CRAG ;
- Convention de partenariat avec CIDR pour la mise en œuvre du projet PADSU (Programme d'Appui au Développement Social de la Commune Urbaine de Diego) ;
- Convention de financement avec CIDR pour la mise en œuvre du projet PIC (Pôle Intégré de Croissance) dans les régions de Diana, Anosy et Atsimo Andrefana.

Le Commissaire aux Comptes

Martin RASOANAIVO
Expert comptable

RAPPORT GENERAL

Antananarivo, le 18 Août 2017

Messieurs les Administrateurs
de l'ONG FIDEV

Objet : Commissariat aux comptes de l'ONG FIDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Opinion

Nous avons effectué nos travaux de commissariat aux comptes de l'ONG FIDEV, qui comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2016,
- le compte de résultat,
- l'état de variation des capitaux propres,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes.

Le bilan au 31 décembre 2016 présente tant à l'actif qu'au passif un total de 284 478 389,56 MGA contre 189 409 694,72 MGA au 31 décembre 2015. Le compte de résultat s'est soldé par un excédent de 91 682 549,84 MGA au 31 décembre 2016 contre 18 746 619,12 MGA au 31 décembre 2015.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'ONG FIDEV au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Plan Comptable Général 2005 (PCG 2005).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué nos travaux de commissariat aux comptes selon les Normes Internationales d'Audit (ISA) adoptées par l'Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ce Code. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux états financiers

C'est la Direction qui est responsable de l'établissement et de la présentation sincères des états financiers conformément au Plan Comptable Général 2005 (PCG 2005), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

Notre mission a été effectuée conformément aux normes de révision comptable généralement admises.

Nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance.

Le Commissaire aux Comptes

Martin RASOANAIVO
Expert comptable

SOMMAIRE

SECTION I : ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2016	1
SECTION II : RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL DE L'ONG	6
SECTION III : NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2016	9
A. LES METHODES COMPTABLES	10
B. LES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES	10
B.1 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	10
B.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLÔTURE	11
B.3 NOTES SUR LES RUBRIQUES DES ETATS FINANCIERS	11
1. ACTIFS NON COURANTS	11
2. ACTIFS COURANTS	12
2.1 CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	12
2.2 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	12
3. CAPITAUX PROPRES	13
4. PASSIFS COURANTS	13
5. ACHATS CONSOMMES	14
6. SERVICES EXTERIEURS ET AUTRES CONSOMMATIONS	15
7. CHARGES DE PERSONNEL	15
8. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS	16
9. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS	16
10. CHARGES FINANCIERES	16
ANNEXES	17
ANNEXE I : DECLARATION D'INTEGRALITE	18
ANNEXE II : TABLEAU DES EQUIPEMENTS ET IMMOBILISATIONS	20
ANNEXE III : RAPPROCHEMENT BANCAIRE	22
ANNEXE IV : RELEVÉ DE COMPTES AU 31 DECEMBRE 2016	24
ANNEXE V : PV DE SEANCE DE CLÔTURE DE L'AUDIT	26

SECTION I

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2016

SECTION II

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL DE L'ONG FIDEV

- DESCRIPTION GENERALE DE L'ONG

HISTORIQUE

Finance et Développement (FIDEV), est une organisation non gouvernementale de droit malgache créée en Mars 2007 suite au constat de manque de structure d'appui à la microfinance ciblant les plus démunies à Madagascar. Elle est régie par la loi N°96-030 du 14 Août 1997 relative aux ONG et est reconnue sous le numéro d'immatriculation des ONG N° 42, du 13 mars 2008. FIDEV a eu son agrément en 2007 sous le numéro 39/07 du 18/10/07. A partir d'Octobre 2014, son siège a été transféré à Miadana Alasora Lot H 100 - Antananarivo Madagascar BP 8693.

FIDEV est membre de l'Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR).

Le principal partenaire financier en 2016 est le CIDR .

Elle a pour objet de contribuer à accélérer le développement de la microfinance adaptée au développement d'un territoire et de ses acteurs économiques.

ACTIVITES

Aux termes de l'article 5 de son statut, ses activités sont définies comme suit :

- offrir un service de microfinance fiable, innovante, adaptée et pérenne à travers des structures locales et/ou des bénéficiaires directs de ces services en qualité d'opérateur ;
- promouvoir et accompagner des structures locales susceptibles de mener des opérations microfinancières ;
- évaluer, capitaliser et diffuser des outils microfinanciers mis en œuvres ;
- développer des compétences, des expertises et de la recherche dans le domaine du développement de microfinance adaptée au développement d'un territoire et de ses acteurs économiques.

ORGANES DE FIDEV

Les organes de FIDEV sont constitués de :

- L'Assemblée Générale, organe de décision et de délibération ;
- Le Conseil d'Administration, organe d'orientation et de suivi ;
- Le Comité Directeur, organe d'exécution.

La période couverte par l'audit va du 01 janvier 2016 au 31 décembre 2016.

- OBJECTIFS ET ETENDUE DE L'AUDIT

L'objectif de l'audit est de permettre aux sociétaires et aux partenaires techniques et financiers d'avoir un avis sur sa gestion sur la globalité et la gestion financière en particulier :

- Examen de la régularité financière et de la conformité aux buts de l'ONG ;
- Examen de la conduite des affaires de manière économique et efficace ;
- Examen de l'opportunité, de la pertinence et du fonctionnement du système de contrôle interne ;
- Examen de l'observation par les parties des clauses des contrats de l'ONG ;
- Examen des principaux soldes comptables ;
- Signalement de toutes les anomalies et irrégularités durant la période d'audit et les périodes subséquentes.

- DECLARATION D'INTEGRALITE DELIVREE PAR LE RESPONSABLE

En conformité avec les termes de références paragraphe 5.1, la déclaration d'intégralité délivrée par l'ONG est jointe à l'ANNEXE I de ce rapport.

SECTION III

**NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2016**

A. LES METHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables comprennent les conventions comptables de base, les principes comptables fondamentaux, les méthodes d'évaluation ainsi que les règles ou pratiques spécifiques appliquées par l'ONG pour l'établissement des états financiers à compter du 01 janvier 2005.

D'une manière générale, les méthodes comptables appliquées par FIDEV sont ceux préconisées par le Plan Comptable Général de 2005 (PCG 2005) applicable à Madagascar

La monnaie fonctionnelle et les chiffres sont exprimés en Ariary (MGA).

Toutefois, il convient d'apporter des précisions sur les éléments ci-après :

Equipements, immobilisations et amortissements

Les biens inscrits à l'actif du bilan sont comptabilisés à leur coût historique constitué du prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les équipements ou immobilisations corporelles sont amortis linéairement sur :

- 3 ans pour les mobiliers et équipements ;
- 5 ans pour les mobiliers de bureau ;
- 5 ans pour les matériels informatiques et bureautiques ;
- 5 ans pour les matériels roulants.

B. LES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES

B.1 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Les principaux faits marquants qui ont pu avoir des impacts directs ou indirects sur les comptes et le fonctionnement de l'ONG sont résumés ci-après :

Les activités de l'ONG se sont poursuivies au cours de l'année 2016 :

- Remboursement par CRAG à l'ONG FIDEV du montant de 44 567 200 MGA concernant « Facturation salaires de mars à juin 2015 » ;
- Continuation du financement de 20 000,00 EUROS par CCFD en 2016 pour le fonctionnement de CRAG et afin d'appuyer l'IMF PAPM.
- Convention de partenariat avec CIDR pour la mise en œuvre du projet PADSU (Programme d'Appui au Développement Social de la Commune Urbaine de Diego) ;
- Convention de financement avec CIDR pour la mise en œuvre du projet PIC (Pôle Intégré de Croissance) dans les régions de Diana, Anosy et Atsimo Andrefana.

B.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLÖTURE

- Continuation de la convention de partenariat avec CCFD dans le cadre de la mise en œuvre du projet PIC et du projet PADSU.

B.3 NOTES SUR LES RUBRIQUES DES ETATS FINANCIERS

1. ACTIFS NON COURANTS

Ce poste se détaille comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
- Immobilisations Incorporelles (Amortissements)	-	-
- Immobilisations Corporelles (Amortissements)	14 951 857,00 (8 494 041,00)	13 301 857,00 (5 256 646,00)
<u>TOTAL</u>	<u>6 457 816,00</u>	<u>8 045 211,00</u>

11. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles inscrites au bilan sont récapitulées comme ci-après :

Libellés	Montant au 31/12/15	Mouvements 2016		Montant au 31/12/16
		Acquisitions	Retraits	
<u>Immobilisations incorporelles</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Immobilisations corporelles</u>	13 301 857,00	1 650 000,00	0,00	14 951 857,00
Mobiliers et équipements	509 500,00		-	509 500,00
Mobiliers de bureau	810 000,00		-	810 000,00
Matériels informatique et bureautique	9 482 357,00	1 650 000,00	-	11 132 357,00
Matériels de transport	2 500 000,00		-	2 500 000,00
<u>Immobilisations financières</u>	-	-	-	-
TOTAL	13 301 857,00	1 650 000,00	0,00	14 951 857,00

12. AMORTISSEMENTS

Les amortissements correspondent aux dotations de l'exercice et récapitulés dans le tableau ci-après :

LIBELLES	Montant au 31/12/15	MOUVEMENTS 2016		Montant au 31/12/16
		Dotations	Régularisations	
<u>Immobilisation incorporelles</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Immobilisation corporelles</u>	5 256 646,00	3 237 395,00	0,00	8 494 041,00
Mobiliers et équipements	509 500,00	-	-	509 500,00
Mobiliers de bureau	559 084,00	147 416,00	-	706 500,00
Matériels informatique et bureautique	3 604 728,00	2 381 646,00	-	5 986 374,00
Matériels de transport	583 334,00	708 333,00	-	1 291 667,00
<u>Immobilisations financières</u>	-	-	-	-
TOTAL	5 256 646,00	3 237 395,00	0,00	8 494 041,00

2. ACTIFS COURANTS

Le poste « Actifs Courants » se détaille comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Créances et emplois assimilés	222 286 729,34	89 327 085,84
Trésorerie et équivalent de trésorerie	55 733 843,22	92 037 395,88
	-----	-----
<u>TOTAL</u>	<u>278 020 572,56</u>	<u>181 364 481,72</u>
	=====	=====

2.1 CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES

Le montant à ce poste s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Client et autres débiteurs	222 286 729,34	89 327 085,84
Autres créances et actifs assimilés	-	-
	-----	-----
<u>TOTAL</u>	<u>222 286 729,34</u>	<u>89 327 085,84</u>
	=====	=====

Le compte « Client et autres débiteurs » concerne :

- Personnel acompte et avance	2 040 000,00
- Débiteur divers	10 179 400,00
- Débiteur divers CIDR	55 496 046,80
- Débiteur/créditeur PIC	154 571 282,54

<u>TOTAL</u>	<u>222 286 729,34</u>
	=====

2.2 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ce poste s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Placement et autres équivalents de trésorerie	20 677 644,80	72 000 000,00
Trésorerie	35 056 198,42	20 037 395,88
	-----	-----
<u>TOTAL</u>	<u>55 733 843,22</u>	<u>92 037 395,88</u>
	=====	=====

Le « Placement » concerne le dépôt à terme de 20 677 644,80 MGA auprès de SIPEM pour trois mois et rémunéré au taux annuel de 8,40%.

La « Trésorerie » est composée du solde en banque pour 34 459 455,46 MGA, du dépôt à vue auprès de SIPEM pour (44 566,04) MGA et de la caisse pour 641 309,00 MGA.

Le solde comptable du compte « Banque » correspond à celui du rapprochement bancaire et la caisse à celui du P.V. d'arrêté de caisse au 31 décembre 2016.

3. CAPITAUX PROPRES

Ce poste se décompose comme suit à la fin des deux derniers exercices :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Capital émis	200 000,00	200 000,00
Résultat net de l'exercice	91 682 549,84	18 746 619,12
Report à nouveau	176 413 046,00	157 666 426,88
	-----	-----
<u>TOTAL</u>	<u>268 295 595,84</u>	<u>176 613 046,00</u>
	=====	=====

4. PASSIFS COURANTS

Ce poste est composé essentiellement des « Autres dettes » et se présente comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Autres dettes	16 182 694,72	12 796 648,72
	-----	-----
<u>TOTAL</u>	<u>16 182 694,72</u>	<u>12 796 648,72</u>
	=====	=====

Les autres dettes sont composées des charges de l'exercice 2016 non encore payées au 31 décembre 2016 et qui se détaillent comme suit :

Sécurité sociale et autres organismes	4 319 400,72
Etat : IRSA	7 255 694,00
Créditeurs divers	4 607 600,00

<u>TOTAL</u>	<u>16 182 694,72</u>
	=====

La « Sécurité sociale et autres organismes » est composée de :

Allocation familiale	4 000,00
CNaPS 4ème trim 2016	2 923 502,00
CNaPS STC non déclarée	34 031,00
OSTIE 4ème trim 2016	1 252 930,00
OSTIE STC non déclarée	36 066,12
SMIDS	68 870,60

TOTAL	<u>4 319 400,72</u>
	=====

Le solde de IRSA représente les retenus sur salaire du 2^{ème} semestre 2016 pour 6 825 852,00 MGA et de IRSA sur STC pour 429 841,00 MGA non encore déclaré au 31/12/2016.

Le montant en « Créditeurs divers » représente les frais de mission à l'étranger du DG et à lui rembourser pour 2 171 000,00 MGA et du solde de l'emprunt de FIDEV pour 2 436 600,00 MGA.

5. ACHATS CONSOMMES

L'évolution de ce poste se présente comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>%</u>
Achat consommé	64000,00	98 000,00	-34,69
Fournitures, Entretien, Petits équipements	32 800,00	670 400,00	-95,11
Fournitures administratives	989 000,00	348 400,00	183,87
Autres matières et fournitures	260 000,00	162 200,00	60,30
Achats de marchandises exonérées	-	30 800,00	-100,00
	-----	-----	-----
<u>TOTAL</u>	1 345 800,00	1 309 800,00	2,75
	=====	=====	=====

6. SERVICES EXTERIEURS ET AUTRES CONSOMMATIONS

Les détails de cette rubrique sont les suivants :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>%</u>
Entretien et réparation	2 043 900,00	1 743 500,00	17,23
Entretien et réparation bien mobilier	355 000,00	-	NS
Prime d'assurance	164 595,00	-	NS
Etude et recherche	80 000,00	-	NS
Services extérieurs divers	900 000,00	-	NS
Personnel extérieur	488 700,00	2 259 653,33	-78,37
Personnel extérieur/prestation	2 142 400,00	-	NS
Rémunérations d'intermédiaires	125 000,00	-	NS
Déplacements, missions, réceptions	-	4 225 500,00	-100,00
Déplacement course- TANA	117 300,00	10 000,00	1 073,00
Déplacement carburant	511 500,00	487 500,00	4,92
Missions hébergement	10 761 194,87	6 016 800,00	78,85
Déplacement divers : billet d'avion	-	6 735 896,00	-100,00
Mission per diem « indemnité de repas »	16 129 500,00	8 046 000,00	100,47
Repas des équipes fin de projet	2 673 400,00	54 800,00	4 778,47
Réception- relation publique	1 157 700,00	336 500,00	244,04
Frais postaux	54 400,00	4 320,00	1 159,26
Communications	-	30 000,00	-100,00
Publicité, publications, relations	757 000,00	79 500,00	852,20
Impression, saisie, photocopie, scan	32 700,00	12 600,00	159,52
Services bancaires et assimilés	-	1 000 000,00	-100,00
Cotisation AIDR	2 429 580,78	-	NS
	-----	-----	-----
<u>TOTAL</u>	40 923 870,65	31 042 569,33	31,83
	=====	=====	=====

7. CHARGES DE PERSONNEL

Ce poste s'analyse comme suit :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>%</u>
Salaires et appointements	93 907 208,00	95 656 939,00	-1,83
Personnel rémunération due	2 029 215,81	-	NS
Prime et gratifications	1 100 000,00	105 000,00	947,62
Cotisation CNaPS	9 660 320,21	9 021 536,00	7,08
Cotisation OSTIE	3 226 879,31	3 112 267,37	3,68
Cotisation autres organismes	-	2 331 594,00	-100,00
Autres charges du personnel	-	591 120,00	-100,00
	-----	-----	-----
<u>TOTAL</u>	109 923 623,24	110 818 456,37	-0,81
	=====	=====	=====

8. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Le compte « Autres produits opérationnels » enregistre les comptes suivants :

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>	<u>%</u>
Prestation de service	54 800,00	-	NS
Subvention d'exploitation	246 146 560,12	160 464 180,00	53,40
Produits divers de gestion courante	12 291,00	3 664 110,00	-99,66
Agios créditeur	3 138 746,28	-	NS
Autres produits sur opérations de gestion	-	433 580,88	-100,00
	-----	-----	-----
<u>TOTAL</u>	249 352 397,40	164 561 870,88	- 46,27
	=====	=====	=====

9. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Cette rubrique se décompose comme suit :

Dotations mobilier et équipements	-
Dotations mobilier de bureau	147 416,00
Dotations matériels informatiques	2 381 646,00
Dotations matériels de transport	708 333,00

<u>TOTAL</u>	3 237 395,00
	=====

10- CHARGES FINANCIERES

Les charges financières sont composées des intérêts débiteurs des banques ainsi que des frais de tenue de compte.

ANNEXES

DECLARATION D'INTEGRALITE DELIVREE PAR LE RESPONSABLE

TABLEAU DES EQUIPEMENTS ET IMMOBILISATIONS

RAPPROCHEMENT BANCAIRE

RELEVÉ DE COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2016

PV DE SEANCE DE CLÔTURE DE L'AUDIT